

Mais on peut être assuré que, même sans la guerre d'Italie, M. de Bismarck, arrivant au pouvoir avec le roi Guillaume, aurait trouvé dans son puissant génie les moyens d'accomplir un projet longuement médité, et qui consistait à venger la Prusse des humiliations de la convention d'Olmütz. Il était fatal qu'il déclarât la guerre à l'Autriche, et celle-ci aurait été aussi bien empêchée de réunir toutes ses forces contre lui, par ses provinces italiennes révoltées, qu'elle le fut par l'intervention de l'Italie, unifiée sous le sceptre de Victor-Emmanuel. Cependant, il est juste de prétendre que, sans la guerre de 1859, les choses auraient pu prendre une autre tournure, car, si l'Empereur, cédant aux conseils de ses vrais amis, avait pu s'affranchir de ses engagements vis-à-vis du gouvernement sarde, il lui eût été possible de revenir à la politique traditionnelle de la France, qui consistait à défendre les petits États allemands contre les convoitises de leurs deux grands voisins : l'Autriche d'abord, la Prusse ensuite. Et on n'eût pas retourné contre lui cette politique des nationalités qu'il se crut obligé d'invoquer, pour couvrir d'un prétexte philosophique des convenances peut-être trop personnelles.

Quoi qu'il en soit, le coup de clairon du 1<sup>er</sup> janvier 1859 surprit tout le monde, excepté peut-être les révolutionnaires, qui, depuis longtemps, poussaient à une action en Italie, et qui devaient applaudir à la guerre. Évidemment, si on avait réfléchi, on aurait compris que la participation d'une division sarde à la guerre de Crimée, l'admission du Piémont à la signature du traité de Paris, et le récent mariage du prince Napoléon avec la princesse Clotilde ne s'étaient pas accomplis sans quelques pensées secrètes, et sans quelques promesses mytérieuses. Mais on n'apercevait aucuns préparatifs belliqueux, et on savait qu'une guerre ne pouvait pas être entamée sans de longues préparations,

rendues nécessaires par notre organisation militaire elle-même. Et puis, on ne pouvait s'imaginer qu'au lieu de diriger les événements, l'Empereur subirait toutes les fantaisies et toutes les intrigues de la politique sans scrupule du comte de Cavour. On était donc parfaitement tranquille. Oserai-je dire, cependant, que j'étais un des rares Français ne partageant pas la sécurité générale, et s'attendant à la guerre pour le printemps? Le hasard m'avait fait connaître une mission militaire tenue très secrète, et qu'on avait confiée au général Niel et au général Saget, qui venaient de visiter le Piémont et la Corse; et j'en avais conclu que nous allions bientôt descendre en Italie. Je m'étais préparé en conséquence, convaincu que la division de cavalerie du général d'Allonville serait une des premières à marcher. Je ne pouvais pas croire que l'Empereur se priverait des services d'un pareil général et de pareilles troupes. C'était ce qui allait arriver pourtant, car la division ne bougea pas de Versailles. Elle devait, paraît-il, le cas échéant, faire partie d'une seconde armée dont la composition était arrêtée d'avance et qui, sous les ordres du maréchal Pélissier, rappelé de son ambassade de Londres et placé à Nancy, devait faire face à l'Allemagne, si l'Allemagne prenait fait et cause pour l'Autriche. La surprise de la masse était d'ailleurs partagée par les chefs militaires les plus élevés eux-mêmes, à ce point que le maréchal Randon, nommé d'abord major général de l'armée que devait commander l'Empereur, fut pris au dépourvu et s'adressa à moi, pour avoir des chevaux et former son équipage de guerre. Il ne partit pas et remplaça, au ministère de la guerre, le maréchal Vaillant, qui, dans une seconde combinaison, eut les fonctions de major général, avec les généraux de Martimprey et Jarras pour aides-majors généraux.

J'assistai au départ de l'Empereur pour l'Italie, bien

chagriné de ne pas le suivre, et je contemplai de mes yeux les manifestations enthousiastes dont il fut l'objet, surtout de la part du peuple des faubourgs. Sans doute, l'événement l'a prouvé, cette guerre n'était pas politique; mais elle fut populaire. L'avenir ne se laisse deviner que par quelques rares intelligences d'élite. Les autres prévoient à peine le lendemain. Or, le lendemain, disait-on, c'était l'alliance indissoluble de cette grande nation, qui s'appelait la France, avec une autre grande nation qui s'appellerait l'Italie. Voilà pour les patriotes.

Les révolutionnaires étaient ravis de penser que l'expulsion de l'Autriche allait faire naître la liberté sur le sol italien; et les conservateurs eux-mêmes pensaient qu'avec la contrainte et la compression, disparaîtraient ces mille sociétés secrètes italiennes qui, non seulement menaçaient l'existence des gouvernements locaux, mais compromettaient, à la moindre occasion, la paix générale, et entretenaient en Europe un ferment révolutionnaire.

Je n'ai pas à parler ici de la guerre d'Italie, puisque j'ai eu le malheur de n'y pas figurer. Avec les camarades restés en France et attristés comme moi de leur inaction, nous suivîmes des yeux et du cœur les camarades plus heureux que nous, qui parcoururent les étapes de cette courte et mémorable campagne : Montebello, Magenta, Melegnano, Palestro, Solférino. Ce fut encore à l'initiative personnelle et hardie de ce grand soldat, qui s'appelait Canrobert, que nous dûmes les débuts heureux et prématurés de cette guerre. On sait qu'une partie des troupes françaises se porta en Italie par la voie de terre, en traversant le mont Cenis et le pas de Suze, tandis qu'une autre partie, avec l'Empereur et la Garde, prenait la voie de mer, pour aller débarquer à Gênes. Le point de concentration générale était entre Alexandrie et Casal, sous la protection de ces deux

forteresses. Le corps du maréchal Canrobert partit le premier par la voie de terre, et le maréchal, laissant ses divisions échelonnées sur la route, se porta de sa personne à Turin, où il trouva le roi Victor-Emmanuel dans le plus grand émoi. Le général Giulay arrivait à marches forcées sur Turin, essayant de gagner de vitesse l'armée française, et la ville était sans défense, toute la petite armée piémontaise étant éparpillée dans les places fortes du royaume.

Le roi accueillit le maréchal comme on accueille un sauveur, mais sa déception fut grande, lorsqu'il eut connaissance des instructions formelles qui interdisaient au commandant de l'avant-garde de l'armée française d'engager une action quelconque.

Cependant, en *post-scriptum* à ces instructions, on pouvait lire : « On assure que la Dora-Baltea forme une ligne de défense formidable. Le maréchal ira la reconnaître lui-même, et, s'il juge qu'en effet elle peut opposer à la marche de l'ennemi un obstacle considérable, il pourra, sous sa responsabilité (ce dernier mot souligné trois fois), en assurer l'occupation avec les forces qu'il croira suffisantes. » Alors, touché du désespoir du roi, le maréchal lui proposa d'aller reconnaître ensemble la Dora-Baltea. Le général La Marmora les accompagna. La ligne de défense formidable était tout simplement le lit d'une rivière assez large, qu'un ânier conduisant son âne était en train de traverser, sans avoir de l'eau plus haut que les genoux, lorsque les trois illustres personnages y arrivèrent. Il ne fallait pas songer à la défendre. Le roi lui-même le comprit : « C'en est fait de Turin et de moi! dit-il en tournant bride. — Non, Sire, dit alors Canrobert, il ne sera pas dit que la capitale de l'allié de mon Souverain sera prise et détruite, sous les yeux d'une troupe française, sans que cette troupe ait rien fait pour la sauver. Je vais me mettre à la tête de ma pre-

mière division, et tout ce qu'on pourra faire, on le fera. »

Le maréchal avait été chevaleresque comme toujours, mais il risquait gros. Si Giulay avait été mieux informé, il aurait pu écraser nos têtes de colonnes, et la carrière de Canrobert était finie. Giulay crut que, derrière le maréchal, l'armée française débouchait; il arrêta sa marche, et le Piémont fut sauvé.

Les deux seuls souvenirs intéressants qui me restent de cette période anxieuse, vécue à Versailles pendant la guerre d'Italie, sont ceux de deux grands dîners. L'un fut donné par l'Impératrice à Saint-Cloud, pour célébrer l'arrivée des drapeaux pris sur l'ennemi et apportés par le commandant Schmitz, officier d'ordonnance de l'Empereur, qui fut, en cette circonstance, nommé lieutenant-colonel et attaché, comme chef d'état-major, à notre division de cavalerie. L'autre nous fut offert, à Meudon, par l'ancien roi de Westphalie, le prince Jérôme Napoléon, le plus jeune des frères de Napoléon I<sup>er</sup>, que je voyais pour la première et la dernière fois. Déjà souffrant de la maladie qui allait l'emporter, le Prince nous reçut au salon, puis se retira aussitôt, laissant son chambellan, le comte de Plancy, présider la table.

Comme c'était bien naturel, cavaliers, nous cherchions surtout, dans les récits venus des plaines lombardes, les actions de cavalerie, et l'homme est ainsi fait que nous nous consolions de notre inaction en voyant que les camarades n'avaient pas été employés là-bas au gré de leurs désirs, et que la guerre avait mis surtout en relief l'infanterie et l'artillerie. A ce propos, Fleury me raconta, à son retour, une anecdote dont on peut tirer quelque enseignement.

Après la bataille de Solférino, qui fut donnée le 24 juin, et dont le vainqueur lui-même ne connut les résultats que le lendemain, l'empereur Napoléon et l'empereur François-Joseph s'abouchèrent, dans une en-

trevue dont sortirent d'abord un armistice, le 8 juillet, et ensuite la paix de Villafranca, le 12 juillet. Fleury, qui avait porté les premières ouvertures de rapprochement à l'empereur d'Autriche, accompagnait Napoléon III, qui était escorté par un escadron des Guides, tandis que François-Joseph avait pour escorte un escadron de hussards. « Après l'entrevue, me racontait Fleury, les deux souverains passèrent en revue les deux escortes. Les hussards autrichiens étaient immobiles comme des statues de bronze, tandis que nos Guides se trémoussaient sur leurs chevaux auxquels ils semblaient communiquer leur agitation, pour tâcher d'apercevoir les deux empereurs et leur suite. J'en fus humilié.

— Ce que vous me signalez là, lui répondis-je, ne doit pas vous étonner. C'est la différence caractéristique des deux races. L'immobilité absolue serait admirable, si elle provenait d'un excès d'attention. Elle est négligeable, quand elle est le signe de l'indifférence et la preuve que celui qui la garde ne s'intéresse à rien. On l'obtient facilement de l'Allemand, qui est froid, flegmatique, sinon apathique. On ne l'obtiendra jamais du Français, précisément parce qu'il s'intéresse à tout. Vous auriez coupé vos Guides en quatre, que vous ne les auriez pas empêchés de marquer par leurs mouvements l'émotion que leur causait le spectacle historique qu'ils avaient sous les yeux, et qu'ils devaient se rappeler toute leur vie. C'est un trait de notre tempérament fougueux, et ce que nous avons de mieux à faire, c'est de tirer le meilleur parti possible des merveilleuses qualités de notre race, auxquelles nous ne parviendrons jamais à ajouter les qualités de l'étranger. Ne le copions donc pas; la copie ne vaut jamais le modèle. Restons ce que nous sommes, et résignons-nous à avoir des soldats qui bougent, quand il faudrait rester immobiles; ils valent encore mieux que des soldats qui resteraient immobiles quand il faudrait bouger. »

La France et sa capitale acclamèrent bientôt l'armée d'Italie victorieuse, à son retour d'une campagne terminée plus vite qu'on le pensait. J'allai, comme tous les Parisiens, rendre visite aux vainqueurs, à leur bivouac du camp de Saint-Mandé, et je constatai avec plaisir la popularité dont jouissaient mes vieux compagnons de jeunesse : les tirailleurs indigènes, qui venaient de déployer en Italie leurs admirables qualités militaires, après s'être déjà couverts de gloire en Crimée. Les Parisiens les avaient adoptés, et on voyait circuler à travers les rues les bonnes têtes bronzées de nos Arabes, bras dessus, bras dessous, avec nos ouvriers et nos boutiquiers qui leur faisaient les honneurs de la Capitale. Un des attrait du bivouac des Algériens était une ravissante cantinière, qui portait à ravir le turban blanc, la veste et la large culotte bleues, agrémentées du petit jupon de même couleur, galonné de jaune, et dont la jambière et la guêtre blanche faisaient valoir le mollet renflé et le pied mignon. « C'est une fille du désert », disait-on. L'adorable vivandière n'était même pas une Nailiate. Elle était de Montrouge, mais elle ne le disait pas.

J'assistai aussi à l'entrée solennelle des troupes, et à leur défilé au pied de la colonne Vendôme, devant l'Empereur, qui portait, assis sur les fontes de sa selle, le Prince Impérial. L'enthousiasme avait quelque chose de fiévreux et d'inquiet. On acclamait les aigles victorieuses, mais en se demandant pourquoi elles étaient sitôt de retour, et si elles n'avaient pas dû revenir en face d'un danger mystérieux qui avait forcé l'Empereur à renoncer à un programme si nettement exposé. On sentait confusément que l'Empereur n'avait plus en main le timon de l'Europe, si je puis m'exprimer ainsi, et qu'il n'était plus le maître absolu des événements. Onze ans nous séparaient encore des grandes catastrophes, et c'est là une distance que ne peut per-

cer aucun œil humain. Mais d'instinct, la confiance était entamée, et l'inquiétude vague planait sur nos têtes.

Après la campagne d'Italie, le général de Mac Mahon, élevé à la dignité de maréchal, fut remplacé, à la tête de l'armée d'Afrique, par le général de Martimprey. J'ai souvent dit l'affectueuse vénération que j'avais vouée à mon ancien chef d'Orléansville. Je dois ajouter que, de son côté, il nourrissait pour moi des sentiments paternels, et qu'il désirait m'emmener avec lui. Plusieurs fois déjà, il avait pensé à moi pour un régiment de chasseurs d'Afrique ou un régiment de spahis, mais les choses ne s'étaient pas arrangées, parce que, de mon côté, je n'avais fait aucune démarche. Ma femme n'avait aucun enthousiasme pour l'Afrique, et cela suffisait pour que mon vif désir d'y retourner restât secret. Le général de Martimprey avait inauguré son commandement en écrasant, sur la frontière du Maroc, avec deux fortes divisions d'infanterie commandées par les généraux Yusuf, Valsin-Esterhazy, et une division de cavalerie commandée par le général Desvaux, une nouvelle insurrection, fomentée par un nouveau Mohammed-ben-Abdallah. Le choléra était venu fondre sur les deux camps, réduisant, en quelques jours, nos effectifs d'un cinquième, et ceux de nos ennemis dans des proportions encore plus considérables. Mais le général de Martimprey était homme à faire se battre les moribonds eux-mêmes. Il vint à bout des insurgés, ramena la paix, et passa en France le dernier mois de 1859.

Le mercredi 11 janvier 1860, j'étais à l'un des grands bals des Tuileries, lorsque je sentis une main sur mon épaule, et, en me retournant, je me trouvai face à face avec le général Tripier du génie, un ancien camarade de Blidah, accompagné du commandant Robinet, premier aide de camp du maréchal Regnault de Saint-Jean d'Angély.

— Eh bien, Bédouin, me dit le général Tripier en

plaisantant, vous ne pensez donc plus à l'Afrique ?

— Mais si, mon général, et j'y retournerais même avec plaisir, si le ministre m'y envoyait.

— Oh ! dit le commandant Robinet, ce n'est pas le moment.

— Et pourquoi donc ?

— Parce que vous allez avoir les lanciers de la Garde. Leur colonel, Lichtlin, va être nommé général.

— Non ! Ce serait trop beau. Mais est-ce bien sûr, au moins ?

— Comment, si c'est sûr ! Le maréchal Regnault est ici. Trouvez-le ; il vous confirmera la nouvelle, et vous pourrez lui offrir vos remerciements.

Je joignis le maréchal, qui me confirma la nouvelle en ces termes : « Lichtlin passe à la première promotion ; je vous propose, seul, pour le remplacer. Vous pouvez donc considérer la chose comme faite. » Je me confondis en remerciements. Je rentrai à Versailles, enchanté de ma soirée.

Là, m'attendait une lettre du général de Martimprey, que je m'étais arrangé pour ne jamais trouver chez lui, en allant lui rendre mes devoirs, afin de ne pas chagriner ma femme qui avait peur de l'Afrique. « Je pars sans vous avoir vu, m'écrivait le général, mais j'ai demandé pour vous au ministre le 3<sup>e</sup> régiment de chasseurs d'Afrique. C'est un beau commandement, et s'il y a la guerre, vous la ferez certainement. Je n'ai pas dit au ministre que je vous prévenais ; vous êtes donc libre d'accepter ou de refuser ; mais je serais bien heureux si vous acceptiez. »

Le lendemain, je recevais une invitation à déjeuner de la part du ministre.

— Vous savez, me dit-il quand j'arrivai, pourquoi je vous ai fait appeler ?

— Je ne m'en doute pas, monsieur le maréchal.

— Martimprey ne vous a donc rien dit ?

— Je ne l'ai pas vu une seule fois.

— Eh bien, le 3<sup>e</sup> de chasseurs d'Afrique est vacant ; Martimprey le demande pour vous ; voulez-vous retourner en Afrique ?

— Voulez-vous me permettre, monsieur le maréchal, de bien poser la question ? Si vous me nommez d'office, j'accepte ; mais s'il s'agit de mes convenances personnelles, je ne demande rien.

— C'est très arabe, ce que vous dites là. Expliquez-moi la différence.

— Elle est grande. Si je vais en Afrique sur ma demande, et si je n'y puis pas rester, j'aurai l'air d'un homme qui ne sait pas ce qu'il veut ; tandis que si j'obéis à un ordre et si je suis forcé de rentrer, il faudra bien me tenir compte de mon obéissance. D'ailleurs, je vais être nommé aux lanciers de la Garde ; il n'y a que vous qui puissiez me changer.

— La Garde ! Vous tenez donc beaucoup à cette maison ?

— Je serais bien difficile si je n'y tenais pas.

— Allons toujours déjeuner !

Après déjeuner, le maréchal me dit : « Toute réflexion faite, je vous expédie au 3<sup>e</sup> de chasseurs d'Afrique. » Et voilà pourquoi je ne suis pas devenu lancier.

Avant de partir et sans même attendre mon successeur : le colonel de Blanchot, je dus remettre le commandement intérimaire à un chef d'escadrons, car mon lieutenant-colonel nouveau, M. de Trail de Pardailhan, qui remplaçait de Saint-Vincent, passé aux cuirassiers de la Garde, n'était pas encore arrivé. Je le fis avec un grand luxe de précautions, notamment en ce qui concernait la caisse, dont le contenu fut vérifié devant tous les membres du conseil d'administration, un peu étonnés de cette minutie. C'est qu'en arrivant au régiment, lorsque, après ma réception devant les escadrons, on avait porté chez moi l'étendard, avec le céré-

monial prescrit, je n'avais pas vu apporter, en même temps, la caisse du régiment. Or, les règlements exigent ce transfert; et si j'ai été tranquille pendant toute ma vie militaire, c'est que je n'ai jamais pris la moindre familiarité avec les règlements. J'en fis donc l'observation à Saint-Vincent, qui me répondit qu'on avait toujours laissé la caisse chez l'officier payeur, et que les membres du conseil d'administration s'étonneraient de la voir enlever à un officier en qui ils avaient toute confiance. Comme Saint-Vincent était beaucoup plus vieux que moi, je lui supposais une très grande expérience, et je ne voulais pas débiter dans le régiment en bouleversant les habitudes prises. Lorsque j'allai visiter le dépôt de mon régiment, à Joigny, le major me dit la même chose que le lieutenant-colonel, et enfin, à l'inspection générale, l'intendant réunit le conseil d'administration chez l'officier payeur, pour y constater l'état de la caisse, consacrant pour ainsi dire, officiellement, cette infraction aux règlements.

Quoique je ne me pique pas d'être physionomiste, cet officier payeur ne m'inspirait pas confiance. C'était un grand et assez beau garçon qui s'appelait Eingler. Un jour, il me demanda une permission, pour se rendre à Lille, où il nourrissait des projets matrimoniaux. Je sautai sur cette occasion.

— Allez! lui dis-je, et pendant votre absence, faites porter la caisse chez moi. Elle y sera plus en sûreté que dans votre maison, pleine de locataires. Nous la vérifierons avant votre départ, qui n'aura lieu que la semaine prochaine.

Je voulais ainsi lui donner le temps de combler un déficit possible.

Eingler fit porter chez moi la caisse, avec ses trois clefs réglementaires : celle du colonel, celle du major et la sienne, qui toutes trois étaient restées jusque-là en sa possession.

Quand il revint, il me la redemanda :

— Laissez-la chez moi, lui dis-je, c'est plus régulier. On va voir combien j'avais raison.

Au printemps qui suivit mon départ, le régiment quitta Versailles, et on découvrit qu'Eingler avait emprunté à ses collègues plus de 3,000 francs, pour combler le déficit de sa caisse avant de la faire porter chez moi. Il passa en conseil de guerre, et fut condamné à trois ans de prison. Les membres du conseil d'administration furent déclarés pécuniairement responsables du déficit, qui était antérieur à mon entrée au régiment. Mais, comme je me reprochais la faiblesse que j'avais eue de ne pas couper court à des habitudes irrégulières, j'intervins auprès du ministre, et j'eus le bonheur d'obtenir une assez forte réduction sur les sommes qu'avaient à payer mes anciens camarades.